

Stanley, Timothy W. et Whitt, Darnell M., *Detente Diplomacy : United States and European Security in the 1970's*, publié pour le Atlantic Council of the United State, University Press of Cambridge, Mass., 1970, 170 p.

Jean Klein

Volume 2, numéro 4, 1971

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700159ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700159ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Klein, J. (1971). Compte rendu de [Stanley, Timothy W. et Whitt, Darnell M., *Detente Diplomacy : United States and European Security in the 1970's*, publié pour le Atlantic Council of the United State, University Press of Cambridge, Mass., 1970, 170 p.] *Études internationales*, 2(4), 711–712.  
<https://doi.org/10.7202/700159ar>

tageuse. Toutefois, le lecteur plus soucieux d'évaluer et les profits et les coûts des investissements directs étrangers aurait préféré qu'on essaie, à la conférence ou dans le livre, de mesurer les effets des investissements directs étrangers sur les variables suivantes : l'emploi et les variations de l'emploi ; le niveau des prix et les changements de prix, surtout les prix à l'importation et à l'exportation ; la valeur totale des intérêts, des dividendes et des profits rapatriés comparée à la valeur totale du capital investi ; la valeur des subsides accordés aux sociétés étrangères désireuses d'investir dans un pays et enfin une estimation des avantages que retire chacun des pays bénéficiaires, car il est évident que les avantages ne sont pas les mêmes pour tous et que, par conséquent, « le profit pour l'économie mondiale » n'est pas forcément la somme des profits de chacun, mais peut-être le reste, une fois déduites du total les pertes nettes encourues par certains pays.

Cependant, le plan de la conférence et du livre n'envisageait pas le débat de ces questions. Nous espérons qu'elles feront l'objet des discussions de l'une des prochaines conférences.

Albert LALLIER

*Économique,  
Collège Loyola.*

STANLEY, Timothy W. et WHITT, Darnell M., *Detente Diplomacy: United States and European Security in the 1970's*, publié pour le *Atlantic Council of the United States*, University Press of Cambridge, Mass., 1970, 170p.

Depuis l'appel de Budapest du 17 mars 1969, le projet d'une conférence sur la sécurité et la coopération en Europe a pris corps et l'évolution du problème allemand a créé les conditions favorables à sa convocation dans un avenir prévisible. D'abord accueillie avec méfiance à l'Ouest, puis acceptée sous bénéfice d'inventaire, la proposition d'une telle conférence est aujourd'hui au cœur des débats relatifs à l'établissement d'un nouvel ordre international en Europe. D'où l'intérêt d'un ouvrage comme celui de M.M. Stanley et Whitt, qui examine l'ensemble des problèmes que soulève une telle entreprise et offre au lecteur un ex-

posé clair et pertinent des positions adoptées par les pays principalement intéressés.

Notons toutefois que ce livre est paru au printemps de 1970 et n'a donc pu tenir compte ni des progrès intervenus dans la politique d'ouverture à l'Est (*Ostpolitik*) du gouvernement de coalition socialiste-libéral de la RFA, ni des concessions faites par les pays du Pacte de Varsovie au point de vue occidental, notamment dans le domaine de la réduction des forces. En outre, l'optique des auteurs est résolument américaine et atlantique, ce qui les conduit à privilégier les intérêts des États-Unis et, au sein de la conférence européenne, le dialogue bipolaire au détriment de « l'affirmation par les États européens de leur identité nationale ». Cette façon de voir est d'ailleurs conforme à l'objectif qu'ils s'étaient assigné — définir les options des États-Unis en Europe pendant les années '70 — et comme leur recherche a été effectuée dans le cadre du *Atlantic Council*, il n'y a pas lieu d'être surpris par leurs conclusions. Au demeurant, nul ne s'attendait à ce que l'auteur de *NATO in transition* se rallie à une conception de la « détente, de l'entente et de la coopération » susceptible de mettre en question l'existence des alliances militaires, celles-ci lui apparaissant comme le plus sûr garant de la paix.

La visée étant celle de l'aménagement des rapports entre les deux systèmes politico-militaires qui se font face en Europe et non la construction d'un système de sécurité nouveau dégagé de l'emprise des blocs, M.M. Stanley et Whitt se prononcent pour une diplomatie active vis-à-vis de l'Est et acceptent de jouer le jeu de la conférence européenne sans se faire beaucoup d'illusions sur les résultats qu'on peut en escompter. En tout cas, une telle rencontre ne se justifierait pas à leurs yeux s'il fallait retenir l'ordre du jour proposé par les pays socialistes à Prague en octobre 1969 car elle ne ferait que sceller le *statu quo* en Europe. En revanche, elle pourrait avoir une signification positive et amorcer un processus de détente, si l'URSS acceptait de négocier une réduction mutuelle et équilibrée des forces en Europe et faisait preuve d'une plus grande souplesse dans le règlement de la question allemande. Ils suggèrent donc de faire des contre-propositions pour tester la bonne foi des Soviétiques et, au cas où certaines exigences seraient satisfaites, de rechercher avec eux la solution à des problèmes communs et d'élargir le champ

de la coopération entre les pays européens indépendamment de leur régime économique et social.

Sur tous ces points, les auteurs se préoccupent avant tout de dégager les intérêts des parties en cause et de déceler leurs motivations profondes, exercice qui n'est pas exempt de procès d'intentions à l'égard de l'URSS, ni de plaidoyers *pro domo* en faveur des États-Unis. Le moins qu'on puisse dire est que les responsabilités quant à l'origine du « grand schisme » et aux développements de la guerre froide sont inégalement réparties. Par ailleurs, les jugements portés sur la politique extérieure de la France, sont empreints d'un ressentiment profond, à l'égard du général de Gaulle et ne contribueront pas à dissiper les malentendus qu'il a fait naître outre-Atlantique (cf. notamment pp. 12-15 ; 30sq.). Toutefois ces parti-pris ne mettent pas en cause leur option en faveur d'arrangements avec les pays socialistes et nombre de leurs suggestions méritent un examen attentif, surtout celles qui ont trait à la réduction des forces armées que l'URSS est désormais disposée à envisager. Leurs vues sur l'avenir des relations entre les deux États allemands, le statut de Berlin, l'équilibre militaire en Europe, l'attitude des pays de démocratie populaire vis-à-vis de la conférence, etc., se caractérisent par un réalisme prudent et l'évolution récente a confirmé le bien-fondé de certaines de leurs prévisions. Ainsi des progrès dans la normalisation des rapports entre la RFA et ses voisins orientaux et un règlement satisfaisant à Berlin étaient des préalables à la conférence ; en outre, il était clair que l'élargissement du programme de Prague s'imposait pour obtenir l'adhésion des puissances occidentales.

Depuis que ces conditions sont remplies, les questions de procédure sont devenues prioritaires, mais à cet égard le livre ne contient que de brèves notations et n'accorde pas une place suffisante à la présentation des formules imaginées de part et d'autre pour hâter la préparation de la conférence. S'agissant des institutions à créer pour lui donner un prolongement, MM. Stanley et Whitt se rallient à l'idée d'une commission permanente de sécurité proposée en 1969 par l'Association américaine pour les Nations Unies (« Toward the reconciliation of Europe »). Il eût été équitable de signaler que l'idée est née en Europe et de faire état de ses différentes versions (nous songeons en particu-

lier à la conception de Johann Galtung, explicitée dans l'ouvrage *Co-operation in Europe*) quitte à souligner leur incompatibilité avec les intérêts américains. En outre, il convenait d'aborder franchement les problèmes d'équilibre et de prise des décisions au sein de ces organes, du fait de l'appartenance des États-membres à des systèmes juridico-politiques hétérogènes ainsi que de l'inégalité existant entre les deux superpuissances et les autres pays intéressés.

Ces réserves n'entachent nullement la qualité d'un livre qui se recommande par sa clarté, sa rigueur et la richesse de ses annexes documentaires. Le propos des auteurs est de convaincre leurs compatriotes des avantages qu'il y a à s'engager dans la voie d'une solution négociée des problèmes pendants avec l'Est, tout en se gardant bien de faire naître des illusions sur le rythme et la nature des mutations susceptibles de se produire à moyen terme. Compte tenu du poids des États-Unis dans les affaires européennes, ce livre ne s'adresse pas moins aux Européens qui gagneraient à le méditer, ne serait-ce que pour prendre conscience de la diversité des intérêts en présence et pour imaginer des « modèles de sécurité » permettant de surmonter la division du continent au lieu de la perpétuer sous couvert d'une diminution de la confrontation militaire et de l'aménagement du *statu quo* stratégique.

Jean KLEIN

*Centre d'études de politique étrangère,  
Paris.*

ROBINSON, Ronald (ed.), *Developing the Third World: The Experience of the Nineteen Sixties*, Londres et Cambridge, University Press of Cambridge, Mass., 1971, 289p. + viii.

Cet ouvrage réunit des textes sélectionnés présentés lors d'une série de Conférences annuelles sur le développement, tenues à Cambridge (Angleterre), de 1964 à 1968. Outre les seize textes originaux, dont pas plus de la moitié offrent de l'intérêt, on trouve également sept *Rapports de Conférence* de l'éminent professeur Ronald Robinson. Dans ces chapitres, il donne « son opinion personnelle sur l'accord et les divergences » qui ont surgi après étude des différents documents originaux et des propositions des ateliers de travail. Ces textes intéres-